

La pension successorale des ascendants (article 205bis, § 2, C. civ.)

Avant l'entrée en vigueur de la loi du 31 juillet 2017¹, les ascendants bénéficiaient d'une réserve en nature et en pleine propriété, d'un quart par branche (article 915 ancien C. civ.). Cette réserve a subi deux importants changements. La loi du 14 mai 1981 l'a une première fois affaiblie en prévoyant qu'elle ne pourrait plus être invoquée à l'égard du conjoint survivant². En contrepartie, cette même loi a permis à l'ascendant dans le besoin au moment du décès de réclamer des aliments³. En 2007, la réserve des ascendants a encore été déforcée puisqu'elle n'a plus pu être invoquée à l'égard du cohabitant légal survivant⁴.

Le législateur de 2017 a finalement décidé de supprimer la réserve des ascendants. Pour éviter que les aîeuls ne se retrouvent dans un état de besoin au moment ou en raison du décès, il a maintenu la pension successorale qu'il avait créée en 1981⁵. Le législateur a cependant assoupli les conditions d'octroi de cette pension successorale (article 205bis, § 2, C. civ.)⁶.

Lorsque la demande répond à l'ensemble des conditions légales⁷, les aliments sont alloués sous la forme d'une rente viagère mensuelle⁸ ou sous la forme d'un capital correspondant à la valeur capitalisée de la rente viagère. À qui revient la faculté de choisir entre la rente et le capital ? Pour certains auteurs, c'est aux héritiers et aux légataires de décider sous quelle forme les aliments doivent être alloués⁹. Cette opinion est sujette à caution, car c'est le créancier alimentaire lui-même qui est en mesure de déterminer la forme qui correspondra le mieux à ses dépenses. Si, par exemple, l'ascendant demandeur doit trouver un nouveau logement, il optera vraisemblablement pour un capital. À notre sens, dès lors, le choix appartient à l'ascendant¹⁰. Il incombera néanmoins en définitive au juge de trancher l'éventuel litige à cet égard¹¹.

Le montant de la pension successorale est fonction de l'état de besoin dans lequel se trouve l'ascendant au moment ou en raison du décès. L'état de besoin auquel est subordonné l'obtention de la pension alimentaire n'est pas « [l]'état d'indigence mais davantage (...) le manque d'un bien-être connu autrefois »¹². Il comprend principalement les éléments nécessaires à la vie au sens du principe de la dignité humaine

mais tient également compte des circonstances de fait telles que la situation sociale du créancier d'aliments¹³.

Le montant du capital ou la valeur capitalisée de la rente viagère est déterminé en tenant compte de l'espérance de vie du créancier telle qu'elle résulte des tables de conversion en vigueur au moment du décès. Ces tables sont publiées annuellement par le ministre de la Justice sur proposition du Bureau fédéral du Plan. Si le texte issu de la loi du 31 juillet 2017 avait été maintenu en l'état, les premières tables n'auraient été disponibles qu'en juillet 2019¹⁴, soit dix mois après l'entrée en vigueur de la réforme. Il aurait dès lors été impossible de calculer le montant de la pension successorale chaque fois que le décès du descendant serait survenu entre le 1^{er} septembre 2018 et le 30 juin 2019. Une correction a donc été apportée à l'article 205bis, § 2 ; cette disposition précise désormais que « [l]e ministre de la Justice établit chaque année, sur la proposition du Bureau fédéral du Plan, deux tables, l'une pour les hommes et l'autre pour les femmes, qui permettent de calculer le montant du capital ou de la valeur capitalisée de la rente viagère selon le mode prévu à l'alinéa 3. À l'exception des premières tables, ces tables sont établies au 1^{er} juillet de chaque année. Elles sont publiées chaque année au *Moniteur belge* ». Sur la base de la disposition ainsi amendée, un arrêté ministériel a été adopté le 27 juillet 2018¹⁵ qui établit des tables applicables à partir du 1^{er} septembre 2018. Pour les décès qui sont survenus ou surviendront entre le 1^{er} juillet 2019 et le 30 juin 2020, de nouvelles tables de conversion ont été publiées au *Moniteur belge*, le 3 juillet 2019¹⁶.

L'allocation est plafonnée, par « ligne d'ascendant », au quart de la masse fictive calculée sur la base de l'article 922 du Code civil (article 205bis, § 2, alinéa 2, C. civ.). Précisons que c'est le capital ou la valeur capitalisée de la rente viagère qui ne peut excéder le quart de la masse fictive de l'article 922 du Code civil, par branche d'ascendants¹⁷. Lorsque les aliments sont octroyés sous la forme d'une rente viagère, il faut donc, à notre sens, comparer au plafond légal, non pas le montant des rentes qui seront effectivement versées, mais bien la valeur capitalisée de la rente viagère — qui, elle, peut être déterminée en amont. Si cette valeur capitalisée excède le plafond légal, elle sera réduite au plafond et la rente viagère sera diminuée dans la même proportion¹⁸.

(1) Loi du 31 juillet 2017 modifiant le Code civil en ce qui concerne les successions et les libéralités et modifiant diverses autres dispositions en cette matière (*M.B.*, 1^{er} septembre 2017).

(2) Après l'entrée en vigueur de la loi du 14 mai 1981, l'article 915 du Code civil était libellé comme suit : « Les libéralités, par actes entre vifs ou par testament, ne pourront excéder la moitié des biens, si, à défaut d'enfant, le défunt laisse un ou plusieurs ascendants dans chacune des lignes paternelle et maternelle ; et les trois quarts, s'il ne laisse d'ascendants que dans une ligne. *Cependant les libéralités faites au conjoint survivant peuvent comprendre la totalité des biens (...)* ». C'est nous qui soulignons.

(3) *Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, n° 54-2282/001, p. 78.

(4) Loi du 28 mars 2007 modifiant, en ce qui concerne le droit successorale à l'égard du cohabitant légal survivant, le Code civil et la loi du 29 août 1988 relative au régime successoral des exploitations agricoles en vue d'en promouvoir la continuité (*M.B.*, 8 mai 2007). Après l'entrée en vigueur de la loi du 28 mars 2007,

l'article 915, alinéa 2, du Code civil ancien était libellé comme suit : « Cependant les libéralités faites au conjoint survivant et au cohabitant légal survivant peuvent comprendre la totalité des biens ».

(5) Article 48 de la loi du 31 juillet 2017, précitée.

(6) P. DE PAGE et I. DE STEFANI, « La réforme des successions et libéralités », in *Liquidation et partage - Commentaire pratique*, Waterloo, Walters Kluwer, novembre 2017, p. 29.

(7) Peut bénéficier de cette pension successorale tout ascendant du défunt décédé sans postérité, qui est dans le besoin au moment ou en raison du décès. Précisons que la condition relative à l'absence de descendant dans le chef du défunt n'est pas remplie au cas où le descendant en vie du défunt renonce à la succession. Il faut que le *de cuius* soit décédé sans avoir de descendant en vie.

(8) K. DEBROUX, A. CASSIERS et C. DECLERCK, « Familierechtelijke aspecten van het hervormde erfrecht », *T. Fam.*, 2018, p. 261, n° 5 ; J.-L. LEDOUX, « La rente des ascendants d'un défunt mort sans postérité », *Rev. not. belge*, 2019, p. 660 ; A.L. VERBEKE,

« Erfrecht 2018 : nieuw Belgisch erfrecht revisited », *R.W.*, 2019, p. 45.

(9) C. DE WULF, « De erfwet van 31 juli 2017 - Een algemeen overzicht met modellen voor de praktijk », *T. Not.*, n° spécial, 2018, p. 89, n° 144.

(10) P. SENAËVE, « Wat houdt de nieuwe onderhoudsvordering van de ascendenten tegen de nalatenschap van de kinderloze erflater in ? », in W. PINTENS et C. DECLERCK (éd.), *Patrimonium 2018*, Bruges, la Charte, 2018, p. 429, n° 7.

(11) D. STERCKX, « La rente viagère des ascendants », *Rev. not. belge*, 2019, p. 400.

(12) *Civ. Anvers*, 1^{re} ch. bis, 10 novembre 1954, *J.T.*, 1955, p. 496 et note J. MACHIELS.

(13) Voy. Cass., 12 juillet 1957, *Pas.*, I, 1957, p. 1365, *R.W.*, 1957-1958, p. 1750.

(14) *Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, n° 54-2248/004, p. 3.

(15) Arrêté ministériel du 27 juillet 2018 relatif à la valeur actualisée de la rente viagère des ascendants (*M.B.*, 10 août 2018).

(16) Arrêté ministériel du 1^{er} juillet 2019 établissant des tables de conversion de la rente viagère visées

à l'article 205bis, § 2, alinéa 4, du Code civil (*M.B.*, 3 juillet 2019).

(17) D. STERCKX, « La rente viagère des ascendants », *Rev. not. belge*, 2019, p. 397.

(18) Voy. dans ce sens D. STERCKX, « La créance alimentaire des ascendants, succédané d'une réserve », *Rev. not. belge*, 2018, p. 281, n° 15 ainsi que P. SENAËVE, « Wat houdt de nieuwe onderhoudsvordering van de ascendenten tegen de nalatenschap van de kinderloze erflater in ? », in W. PINTENS et C. DECLERCK (éd.), *Patrimonium 2018*, Bruges, la Charte, 2018, p. 430, n° 9 ; C. DECLERCK, A. CASSIERS et K. DEBROUX, « Familierechtelijke aspecten van het hervormde erfrecht », *T. Fam.*, 2018, p. 262, n° 6 ; C. DE WULF, *De erfwet van 31 juli 2017 - Een algemeen overzicht met modellen voor de praktijk*, Bruges, die Keure, 2018, p. 88, n° 142 ; *contra* : P. DE PAGE et I. DE STEFANI, *La réforme du droit civil des successions et libéralités*, Limal, Anthemis, 2017, pp. 15-16, n° 10 ; A. DEMORTIER, « Succession et aliments », *Actualités législatives en droit de la personne et de la famille*, Bruxelles, Larcier, 2018, p. 218, n° 36.

La question de savoir si ces rentes sont ou non indexées reste controversée en l'absence de précision dans le texte légal¹⁹. On considère généralement que « faute d'accord amiable à ce propos, ou de décision judiciaire imposant l'indexation, les aliments ne doivent pas être indexés »²⁰. Une clarification de la disposition légale à l'occasion de la réforme du 22 juillet 2018 aurait été la bienvenue.

De nombreux auteurs se sont également interrogés sur la possibilité de réduire ou de supprimer la rente viagère lorsque l'état de besoin de l'ascendant diminue ou disparaît²¹. Imaginons un ascendant qui serait dans un état de dénuement au jour du décès et qui se verrait allouer une pension successorale sous la forme d'une rente viagère. Quelques mois plus tard, il gagne à la loterie et reçoit une somme considérable, si bien que la rente perd sa raison d'être. Doit-il continuer de percevoir la pension successorale ? La réponse à cette question n'est pas aisée. Une partie de la doctrine conclut par la négative en raison du caractère alimentaire de la créance de l'ascendant²². Certains auteurs soutiennent en revanche que la rente fixée *ab initio* doit encore être payée. Daniel Sterckx développe plusieurs arguments en faveur de cette thèse²³. Il met notamment en exergue la volonté du législateur d'assu-

rer la sécurité juridique et de maintenir dans le temps le montant de la rente viagère. Il fait, en outre, valoir qu'il n'existe aucune raison valable d'adopter une solution différente selon que la pension successorale est allouée sous forme d'une rente ou d'un capital. À l'heure d'écrire ces lignes, aucune clarification n'a été apportée, à cet égard, par le législateur ou par les cours et tribunaux.

La pension successorale est une charge de succession ; tous les héritiers ou légataires venant à la succession seront donc tenus de la verser au prorata de leurs émoluments respectifs²⁴. Si la pension est allouée sous la forme d'une rente, elle devra le cas échéant être versée à l'ascendant créancier jusqu'à l'épuisement de la totalité de la masse successorale²⁵. Il en ira d'autant plus ainsi que le défunt aura consenti des donations jusqu'à concurrence de montants élevés, dès lors que les donataires ne supportent pas — du moins en cette qualité — le poids du passif successoral.

Florence BODSON
Assistante à l'ULiège
Collaboratrice notariale

(19) En revanche, les travaux préparatoires semblent répondre à cette question par l'affirmative (*Doc. parl.*, Chambre, sess. ord. 2016-2017, n° 54-2282/001, p. 27).

(20) P. DE PAGE et I. DE STEFANI, « La réforme des successions et libéralités », in *Liquidation et partage - Commentaire pratique*, Waterloo, Wolters Kluwer, novembre 2017, p. 31 ; A.-C. VAN GYSEL (dir.), « Les personnes », in *Traité de droit civil belge*, coll. DE PAGE, t. I, vol. 1, Bruxelles, Bruylant, 2015, pp. 803-808.

(21) Nul n'affirme en revanche que la pension puisse être augmentée si l'état de besoin de l'ascendant s'accroît.

(22) P. SENAËVE, « Wat houdt de nieuwe onderhoudsvordering van de ascendenten tegen de nalatenschap van de kinderloze erflater in ? », in W. PINTENS et C. DECLERCK (éd.), *Patrimonium 2018*, Bruges, la Charte, 2018, p. 432, n° 12 ; C. DECLERCK, A. CASSIERS et K. DEBROUX, « Familierechtelijke aspecten van het hervormde erfrecht », *T. Fam.*, 2018, p. 263, n° 10 ; C. DE WULF, *De erfwet van 31 juli 2017 - Een algemeen overzicht met modellen voor de praktijk*, Bruges, die Keure, 2018, p. 89, n° 145 ; P. DE PAGE et I. DE STEFANI, *La réforme du droit civil des successions et des libéralités*, Limal, Anthemis, 2017, p. 16, n° 11 ; A. DEMORTIER, « Succession et

aliments », *Actualités législatives en droit de la personne et de la famille*, Bruxelles, Larcier, 2018, pp. 221-222, n° 39.

(23) Voy. pour de plus amples développements : D. STERCKX, « La rente viagère des ascendants », *Rev. not. belge*, 2019, pp. 400-401 ; D. STERCKX, « La créance alimentaire des ascendants, succédané d'une réserve », *Rev. not. belge*, 2018, pp. 276-278.

(24) P. DE PAGE et I. DE STEFANI, « La réforme des successions et libéralités », in *Liquidation et partage - Commentaire pratique*, Waterloo, Wolters Kluwer, novembre 2017, p. 30.

(25) C. DE WULF, « De erfwet van

31 juli 2017 - Een algemeen overzicht met modellen voor de praktijk », *T. Not.*, n° particulier, 2018, p. 88, n° 142 ; P. SENAËVE, « Wat houdt de nieuwe onderhoudsvordering van de ascendenten tegen de nalatenschap van de kinderloze erflater in ? », in W. PINTENS et C. DECLERCK (éd.), *Patrimonium 2018*, Bruges, la Charte, 2018, p. 429, n° 8 ; C. DECLERCK, A. CASSIERS et K. DEBROUX, « Familierechtelijke aspecten van het hervormde erfrecht », *T. Fam.*, 2018, p. 260 et s., n° 3.

Incidences fiscales de la réforme du droit des sociétés

Sous la coordination de
Luc Herve, Isabelle Richelle



INCIDENCES FISCALES DE LA RÉFORME DU DROIT DES SOCIÉTÉS

Sous la coordination de
Luc Herve, Isabelle Richelle

Cet ouvrage offre au lecteur une première analyse approfondie des nouvelles législations, sous un angle principalement – mais pas seulement – fiscal, qui allie rigueur scientifique et approche pragmatique.

> Tax Institute
324 p. • 90,00 €
Édition 2019

Modifications apportées par la loi du 21 décembre 2018 et réforme du droit de la preuve appliquée au droit familial

Nathalie MASSAGER
coordinatrice

Jean-Emmanuel BEERNAERT, Anne-Marie BOUDART, Didier CARRÉ, Nicole GALLUS,
Stéphanie JAUMOTTE, Nathalie MASSAGER, Thomas VAN HALTEREN



MODIFICATIONS APPORTÉES PAR LA LOI DU 21 DÉCEMBRE 2018 ET RÉFORME DU DROIT DE LA PREUVE APPLIQUÉE AU DROIT FAMILIAL

Jean-Emmanuel Beernaert,
Anne-Marie Boudart, Didier Carré,
Nicole Gallus, Stéphanie Jaumotte,
Nathalie Massager, Thomas Van Halteren

Sous la coordination de
Nathalie Massager

Les conséquences des nouvelles règles issues de la loi « pot-pourri VIII » du 21 décembre 2018 portant des dispositions diverses en matière de justice, ainsi que de la loi du 4 avril 2019 contenant la réforme du droit de la preuve.

> UB³
196 p. • 58,00 € • Édition 2019



orders@larcier.com

Lefebvre Sarrut Belgium s.a.

Boulevard Baudouin 1^{er}, 25 • B-1348 Louvain-la-Neuve
Tél. 0800/39 067 – Fax 0800/39 068

LARCIER
www.larcier.com